



**«Parmi les difficultés, il y a le fait que des gens utilisent des prête-noms pour gagner des marchés», Magloire Nya Tchatchoua. Le délégué départemental du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minépat) pour le Ndé revient sur l'état des lieux des projets du Bip dans son territoire de compétence, ainsi que des problèmes rencontrés. Il balaie d'un revers de la main, l'alibi du manque de finance invoqué par les entreprises prestataires.**

**Qu'est-ce qui justifie le fait que vous vous intéressez de plus en plus au taux d'exécution financière ?**

Je voudrai d'abord commencer par dire que très généralement, les mairies et les autres institutions sont à la course derrière le taux d'exécution physique uniquement. Mais quand vous avez suivi les entreprises sur le terrain, elles remontent quelques soucis. Et généralement, ce sont des soucis de paiement. A ce moment, vous pouvez vous orienter vers le taux d'exécution financière pour voir quels les points morts qui sont sur ce volet-là. On se rend compte que certaines communes peut-être parce qu'elles ne remontent pas l'information au niveau de celui qui consolide ces informations à savoir le contrôleur financier départemental ; peut-être on a engagé ces projets sans remonter l'information. Peut-être aussi, on a fini de réceptionner le projet, on s'est dit, "c'est fini, nous avons gagné notre projet" ; sans songer à l'entreprise qui a mis en place les moyens pour le réaliser. On a voulu dire aux maîtres

d'ouvrages, aux ingénieurs, qu'il y a un autre volet très important du suivi qui est le volet financier. Et par conséquent il est important qu'ils se battent pour que le gouvernance telle que le Programme national de développement participatif (Pndp) le fait dans ses guichets en réunissant l'ensemble des intervenants une fois par mois pour signer l'ensemble des décomptes et améliorer les taux d'engagement financier, soit aussi fait au niveau du Bip.

### **Entre le dernier comité de suivi du Bip et celui de ce jeudi 11 octobre 2018, qu'est-ce qui a concrètement changé sur le terrain ?**

Il y a une très forte amélioration au niveau de certaines communes à l'instar de Tonga qui est passée de 19 à 49, 75% ; c'est-à-dire une amélioration de 30 points. C'est exceptionnel. Et s'il faut voir sa situation au 16 octobre 2017 qui était de 2%, à la même période maintenant, ça fait 47% de plus. Cela est à encourager ; toutefois, il ne faut pas toujours rester en bas et déclencher l'amélioration vers la fin. Les mécanismes mis en place de ce côté qui veut que juste au sortir de la contractualisation, que cela soit consolidé afin que l'année prochaine, ça aille plus vite dès le début.

### **Qu'est-ce qui fait problème au niveau des projets de forage ? Et comment comptez-vous remédier à ce problème ?**

En ce concerne le problème des forages, le délégué du Mineé (pour le Ndé) a essayé à son niveau de nous mettre en avant un certain nombre de difficultés au niveau des forages. D'ailleurs, la première chose selon est que les marchés de forages sont passés au niveau de la région. Il se dit qu'avec le nouveau mécanisme de contractualisation qui veut que ce soit le préfet du département qui contractualise ce genre d'opération au niveau départemental ; ça devrait améliorer. Car généralement, les entreprises qui gagnent ces marchés de forages au niveau régional, ne connaissent même pas déjà le terrain. Elles ont gagné un lot de forages avec les forages des autres arrondissements ou des autres départements qu'ils connaissent peut-être. Et quand elles viennent découvrir d'autres réalités à la dernière, elles sont contraintes d'abandonner.

### **Quelles sont les difficultés qui perdurent et empêchent la mise en œuvre efficace et efficiente des différents projets ?**

Parmi ces difficultés, il y a le fait que des gens utilisent des prête-noms pour gagner des marchés. Nous avons l'entreprise Leader qui est suffisamment conquérante et forte qui a réalisé l'hôtel de ville de Bassamba. Maintenant il y a quelqu'un qui prête son nom de temps en temps pour venir gagner des marchés en brandissant l'expertise de cette entreprise. Mais quand on leur attribue le marché, on a plutôt droit à une catastrophe. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec le projet de la case communautaire de Bassamba qui est l'abandon depuis deux mois. Et on est à 37% de d'exécution physique pour plus de 120% de consommation des délais. A ce jour, on ne peut même plus résilier ce marché parce qu'en le faisant, on n'a plus la possibilité de passer à une autre entreprise.

### **Comment appréciez-vous l'implication des jeunes dans le suivi des projets du Bip ?**

Je crois que cette implication est une idée lumineuse du préfet du département du Ndé qui a

pensé que comme le conseil national de la jeunesse (Cnjc) de temps en temps en sollicité dans certaines activités, qu'il serait idéal de former la jeunesse à comprendre un certain nombre de chose et à s'impliquer dans le devenir de la localité. Excepté le cas de Bazou où on n'a pas des rapports vraiment solides, les autres à savoir Bangangté, Tonga, Bassamba présentent généralement des dossiers qui prouvent qu'ils prennent la chose à cœur. Ils ont pratiquement comme des agents du Minépat aujourd'hui parce que je ne trouve rien de différent entre ce qu'ils font et ce que les agents du Minépat nous produisent sur le terrain. Il y a lieu d'encourager ces jeunes.

Propos recueillis par GT

---